

THÈMES:
SE MOBILISER

S'ORGANISER



UN LARGE FRONT FAIT VACILLER LES IMPORTATIONS DE RIZ

CONTEXTE

En 2009, le Burundi a connu une grave pénurie alimentaire ainsi qu'un phénomène d'importations incontrôlées de produits agricoles, notamment de riz pakistanais.

Il s'en est suivi une mévente de la production nationale de riz et la perte du pouvoir d'achat des paysan-ne-s. En outre, à la même période, les engrais chimiques avaient

considérablement renchéri et étaient devenus inaccessibles aux cultivateurs. De nombreuses organisations paysannes et ONG d'appui ont alors réussi à se fédérer en créant une plateforme commune appelée Groupe de plaidoyer agricole (GPA), afin de peser sur les politiques agricole et commerciale de l'Etat.

EXPÉRIENCE DE TERRAIN

La plate-forme de plaidoyer a été créée dans l'idée d'affronter un certain nombre de défis : enjeux agricoles de l'intégration du Burundi à la Communauté économique d'Afrique de l'Est (EAC), mévente de la production nationale de riz, faillite de la société régionale de développement de l'Imbo due aux importations incontrôlées de produits agricoles, etc.

Les organisations membres du GPA ont alors engagé une action de plaidoyer pour :

- aider les organisations paysannes (OP) à formuler leurs prises de position sur les importations de riz ;
- faire pression sur le Gouvernement pour faire changer la situation.

Le groupe de base s'est élargi jusqu'à compter une vingtaine d'organisations afin d'affronter la question pré-occupante des importations de riz. L'organisation d'appui ADISCO (Appui au développement intégral et à la solidarité sur les collines) a publié un « livre blanc » montrant que le Burundi était parfaitement capable de couvrir ses besoins en riz. Les importations ne servaient donc qu'à enrichir quelques opérateurs privés. « Ce phénomène a débuté quand une société proche d'un ancien Président de la République a commencé à fournir du riz importé à l'armée et la police », explique Deogratias Niyonkuru, secrétaire général d'ADISCO.



En outre, dénonce le rapport de cette organisation, « les dons importants de riz régulièrement offerts au pays ne constituent en aucun cas des cadeaux neutres, mais des stratégies bien avisées pour conquérir des parts importantes d'un marché en expansion. »

Sur base de cette étude, le GPA a élaboré un plan de plaidoyer et engagé les actions suivantes : organisation d'une soirée dédiée à la souveraineté alimentaire en présence de décideurs (ministre, députés), café de presse, rencontre avec les parlementaires, spots radio sur le thème « Mangeons ce que nous produisons, produisons ce que nous mangeons ! ».

ENSEIGNEMENTS

Le GPA est parvenu à s'imposer comme un interlocuteur incontournable pour le Gouvernement. Il a créé un débat public sur la politique agricole de l'Etat, fédéré des organisations très diverses autour de revendications communes, créé des espaces de débat et de formation au lobbying pour les producteurs et influencé certaines décisions du Gouvernement. Le GPA a ainsi obtenu la réduction des entrées de riz asiatique sur le marché burundais et la création d'un comité mixte (Etat-société civile) de suivi des importations. Les dons de riz japonais ont été écoulés sur le marché au même prix que le riz local. Le GPA a aussi joué un rôle majeur dans la hausse des budgets publics agricoles.

L'expérience de cette plateforme se distingue par l'étroite collaboration entre organisations paysannes et ONG d'appui, qui s'expliquerait par le fait qu'il n'existe pas d'enjeux de pouvoir et d'argent au sein de cette structure très

Cette campagne a été facilitée par différents partenaires financiers (Ambassade de Belgique, l'ONG IIIIII, OXFAM). Le groupe de plaidoyer a approché le Ministère de tutelle et a fini par s'en faire un allié. Les décideurs contactés ont dû admettre la qualité de l'étude sur la filière riz. Dès lors que les paysan-ne-s étaient déjà acquis à la cause du plaidoyer, le Ministre du Commerce a pris la décision de limiter les importations de riz et de réglementer les dons de riz accordés au pays dans le cadre de l'aide humanitaire.

peu formalisée¹. Elle montre l'importance de soutenir la création de telles coalitions et les campagnes de plaidoyer qu'elles mènent auprès des autorités et de la société civile.

En revanche, le GPA a essuyé un revers avec la détaxation, en 2013, des importations de produits de première nécessité (riz, haricot, lait, etc). Cette décision du Gouvernement faisait écho aux revendications d'un Mouvement contre la faim constitué de nombreuses organisations de la société civile et syndicats. Les importations de ces biens ont bénéficié d'une exemption ponctuelle de TVA, puis d'un taux abaissé (12% actuellement contre 18% avant la crise). Ce problème montre la nécessité de sensibiliser les organisations de la société civile aux intérêts des paysan-ne-s et de rechercher des convergences. Le soutien à des circuits courts de transformation et de commercialisation en milieu urbain permettrait aussi de mieux valoriser les produits de l'agriculture familiale.



1. ADISCO, Capitalisation des expériences de souveraineté alimentaire au Burundi et dans la région des Grands Lacs, février 2013